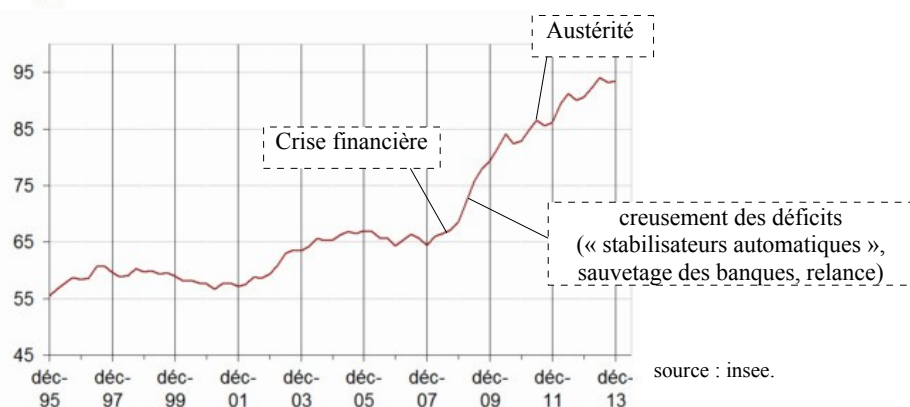


La dette publique atteint 93% du PIB ? Ce n'est pas de notre faute !

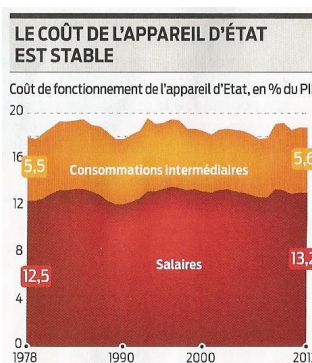
D'après le Premier ministre, la France vivrait « au-dessus de ses moyens » : l'État français dépenserait trop d'argent, ce qui expliquerait les déficits publics, donc la dette publique (contractée pour financer les déficits). D'où la nécessité de « diminuer les dépenses publiques », pour réduire les déficits et la dette, ce qui nécessite des « efforts » de la population (gel des prestations et des salaires, suppressions de postes, baisse du coût du travail...). Ce n'est pourtant pas ce que racontent les chiffres.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)

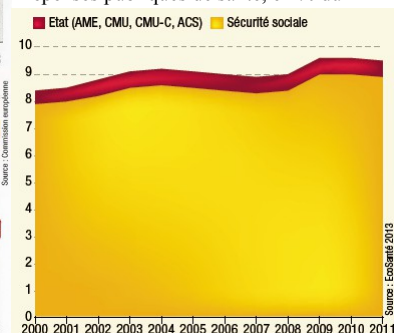


► Avant la crise financière de 2008, la dette publique, en % du PIB, est relativement stable, « dans les clous » des critères du « pacte de stabilité et de croissance » de l'UE (entre 55% et 65% du PIB). Il n'y a pas d'explosion de la dette publique entre 1995 et 2008, pas de déficits incontrôlés. D'ailleurs, par exemple, aussi bien les dépenses publiques de santé que le « coût de fonctionnement » des administrations restent très stables sur la période.

Sources : Alternatives économiques.



Dépenses publiques de santé, en % du PIB



► La dette publique, en % du PIB, explose entre fin 2008 et début 2010 : 66% du PIB en décembre 2008, 84% du PIB à la mi-2010. La France s'est-elle d'un seul coup mise à « vivre au-dessus de ses moyens » ? Non, **cette hausse de la dette publique (et des déficits publics) est la conséquence de la crise financière, puis économique, de 2008/2009 :**

- *l'Etat dépense des milliards d'€ (qu'il n'a pas) pour **sauver les banques** qui risquent la faillite à cause de leurs pratiques spéculatives ;
- *la crise financière entraîne **une récession (baisse de 3% du PIB, ce qui est énorme) qui, mécaniquement, creuse les déficits publics** : les rentrées fiscales diminuent (puisqu'elles sont assises sur le PIB), et les dépenses augmentent (chômeurs plus nombreux à indemniser). On parle de « stabilisateurs automatiques ».
- *pour limiter la récession, l'État mène quelques **politiques de « relance »**, notamment la « prime à la casse » de 2009/2010, ou le paiement du chômage partiel, ce qui suppose des dépenses publiques supplémentaires. Cela permet le retour de la croissance en 2010, et la stabilisation du chômage...

	2006	2007	2008	2009
Déficit public (milliards d'€)	-41,9	-51,6	-64,3	-142,2
Déficit public (% du PIB)	-2,3	-2,7	-3,3	-7,5
Taux de croissance du PIB (%)	2,5	2,3	-0,1	-3,1
Taux de chômage (%)	8,8	8	7,4	9,1

Ce n'est donc pas parce que les « français vivent au-dessus de leurs moyens » que la dette publique a explosé récemment. C'est parce que **l'État a dû s'endetter pour réparer les dégâts de la crise financière**. Or cette crise financière était le résultat de la dérégulation des marchés financiers et de la spéculation des banques, qui se sont massivement endettées pour spéculer... **La dette publique a explosé parce que les « marchés financiers », les banques et les traders ont spéculé et se sont enrichis au cours des années 2000, mais ont provoqué la crise la plus profonde depuis les années 1930...** Et aujourd'hui, on demande à la population de payer l'addition, de « se serrer la ceinture », pour rembourser les dérapages... des marchés financiers, qu'il faudrait « rassurer » après les avoir « sauvés ».

Quant à ces « marchés financiers », banques et traders, leurs profits et leurs bonus mirifiques, eux, sont repartis à la hausse depuis 2010, et personne ne leur demande de « se serrer la ceinture »...